

Groupes d'étude et de développement agricole

La FNGeda prépare la régionalisation

Inquiète des conséquences de la régionalisation et de l'éloignement des centres de décisions sur le financement des projets, la Fédération nationale des groupes d'étude et de développement agricole (FNGeda) a organisé le 8 avril une table-ronde pour dégager les pistes de d'action qui lui permettront de conserver une dynamique sur le territoire.

« *La part de la ruralité dans le poids des décisions, on est en train de la perdre* », déplore un représentant des Geda bretons, se faisant l'écho de l'inquiétude des groupes de développement vis-à-vis de la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République). Organisée par la Fédération nationale des groupes d'étude et de développement agricole (FNGeda) le 8 avril, la table-ronde « *Nouvelles régions : nouvelles dynamiques : vivre la régionalisation* » a évoqué les moyens de maintenir la dynamique propre aux Geda dans un contexte où, avec les nouvelles grandes régions, le centre de décision politique s'éloigne encore plus de la ruralité. Venus chercher « *la démultiplication des énergies* » ou l'inspiration pour « *recréer une dynamique* » dans leur département, les participants ont été incités à oser davantage : « *ayez de l'ambition à la hauteur de vos espérances* », les a encouragé Olivier Tourand, président de la FNGeda. S'il paraît plus compliqué de maintenir une dynamique quand il faut faire 4h de voiture pour une réunion, l'organisation doit ainsi être renforcée, à l'initiative des groupes eux-mêmes : « *les groupes de développement doivent être leaders du mariage* » entre les structures des nouvelles régions, souligne le président de la FNGeda, insistant sur le fait que cette organisation doit se faire de façon spécifique aux groupes et aux territoires. L'essentiel étant de maintenir la dynamique : pour Étienne Gautronneau, président de la FRGeda Pays de la Loire, il est « *plus important de faire des petits groupes où tout le monde est engagé plutôt que de grands groupes* », précisant par exemple qu'il a des groupes de quinze personnes seulement, mais où les quinze viennent aux formations.

Financement

Cependant, faire vivre ces groupes, leurs projets et leur animation nécessite des financements qu'il faut désormais chercher au niveau de la région. Avec une perte des prérogatives agricoles pour les départements mais surtout un renforcement du poids des régions dans l'agriculture, puisqu'elles ont récupéré la gestion du deuxième pilier de la PAC (Feader et aménagement rural), « *la région est un passage obligé* », indique Benoît Logeart, vice-président de la FNGeda. S'il paraît plus difficile d'obtenir des fonds pour des projets très locaux comme ceux des Geda, l'exercice est loin d'être impossible. En Pays de la Loire mais aussi dans le Limousin, par exemple, les groupes ont réussi à faire financer leurs actions par le conseil régional. Pour Geneviève Barat, vice-présidente du conseil régional de la nouvelle région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, chargée de la ruralité, « *les groupes de développement ont une carte à jouer, car le rôle des régions est aussi de faire vivre le territoire. Mais il faut trouver les thèmes qui sont porteurs, ne pas tout viser. Je suis persuadée que la priorité, ce sera le renouvellement à l'installation* », indique l'élue en connaissance de cause, puisque elle est avant tout éleveuse de chèvres dans la Creuse. L'avenir des groupes passera peut-être ainsi par la structuration autour de thématiques. Et surtout, malgré une superficie plus grande, par la capacité à « *fédérer en local* » pour « *faire entendre la voix des agriculteurs* », mais aussi « *entendre la voix des autres acteurs locaux* », indique Étienne Gautronneau. « *Notre rôle c'est de faire du lobbying, on ne l'a pas suffisamment fait ces dernières années, pour faire reconnaître le collectif, mais le collectif ascendant, l'énergie montante* », conclut Olivier Tourand. La régionalisation reste donc une opportunité à saisir d'autant que malgré un éloignement géographique parfois plus important, les élus régionaux y sont souvent plus sensibles à l'agriculture que dans les communautés d'agglomération, pourtant physiquement plus proches de la ruralité.